

Délibération du Conseil municipal

Séance publique ordinaire du

MARDI 27 JANVIER 2026

20 heures 30

OBJET :

27/01/2026 N°1

RAPPORT DES DÉCISIONS MUNICIPALES PRISES PAR MONSIEUR LE MAIRE DEPUIS LA CONVOCATION À LA SÉANCE DU 9 DÉCEMBRE 2025 EN VERTU DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CGCT

Le Maire certifie :

1- que la convocation de tous les conseillers municipaux en exercice a été faite dans les formes et délais prescrits par la loi ; que la délibération ci-après transcrite a été publiée sur le site internet de la commune le 3 février 2026.

2- Que le nombre des conseillers en exercice au jour de la séance, était de 13 sur lesquels il y avait 11 membres présents, à savoir :

Présents : Gilbert VARRENNE - Chantal PAIRE - Alain BLETTERIE - Marie-Claude CHAMPROMIS - Pierre Yves LASSAIGNE - Bernard BESSEY - Monique GOUTILLE - Sylvie BAS - Daniel MOUSSERIN - Éric MICHALLET - Laurette COLOMBET

Absent ayant donné mandat : Franck POLLET à Chantal PAIRE

Absente : Sabine DERVIN

Secrétaire élue pour la durée de la séance : Monique GOUTILLE

RAPPORT DES DÉCISIONS MUNICIPALES PRISES PAR MONSIEUR LE MAIRE DEPUIS LA CONVOCATION À LA SÉANCE DU 9 DÉCEMBRE 2025 EN VERTU DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU CGCT

Par délibération n° 11/06/2020 N°12 du 11 juin 2020 et n° 08/10/2020 /N°2 du 08 octobre 2020, le Conseil municipal a délégué à Monsieur le Maire, pour la durée de son mandat, un certain nombre de ses compétences.

Conformément aux dispositions de l'article L.2122-22 du CGCT, Monsieur le Maire doit rendre compte à chaque séance du Conseil municipal des décisions qu'il a été amené à prendre à ce titre.

Depuis la convocation à la séance du Conseil municipal du 9 décembre 2025, Monsieur le Maire a pris les décisions municipales suivantes :

- DM 2025-28 : concession nouvelle de 30 ans au cimetière, n°410

Le Conseil municipal prend acte.

Ont signé au registre M. le Maire et la secrétaire de séance.

Le Maire,
Gilbert VARRENNE



La secrétaire de séance,
Monique GOUTILLE



Publication en ligne le 03 FEV. 2026

Le Maire :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,*
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.*